



Initiative Privée et Communautaire
contre le VIH/sida au Burkina Faso

Bulletin d'Information de IPC/BF • N°7 • Juin 2014

DYNAMIQUE COMMUNAUTAIRE

Sommaire

Edito :	P2
Activités:	P3- 8
Tribune:	P9
Brèves/ Annonces:	P 10- 11

COMITE DE REDACTION

Directeur de publication
Dr Joseph Aimé BIDIGA

Coordonnatrice de la rédaction
Michèle Diane KARAMBIRI

Ont participé à ce numéro :

Geneviève ONADJA
Noel Regis ZOURE
Dieudonné BASSONON
Hedwige NIKIEMA

«Construire une société civile forte et unie, un enjeu majeur pour une réponse adaptée aux problèmes de santé et à la riposte au VIH».



Initiative Privée et Communautaire contre le VIH/Sida - IPC/BF

06 BP 10220 Ouagadougou 06 - Tél.:226 50 38 51 63 - 50 41 10 47

1

Dynamique Communautaire – Semestrielle – Juin 2014

Construire une société civile forte et unie, un enjeu majeur pour une réponse adaptée au VIH/Sida



Dr Joseph Aimé BIDIGA
Directeur exécutif de IPC/BF

Le développement économique et social ne peut se réaliser sans la contribution et l'implication des organisations de la société civile. Partout dans le monde, la présence d'une société civile forte est primordiale afin de garantir la paix, la sécurité, la défense des intérêts et le développement pour l'épanouissement des populations. Au Burkina Faso, la société civile contribue à la promotion, à la protection et au progrès des droits humains. Dans le domaine de la riposte au VIH/sida, elle a fait ses preuves depuis le début et s'est positionnée aujourd'hui comme un acteur incontournable. En témoigne la mise en place d'une plateforme des organisations de la société civile en 2010, avec pour mission de fédérer les efforts.

Faisant parti des précurseurs de la lutte contre le sida, la société civile a ainsi bâti une riche expérience, avec des compétences avérées. Cependant, force est de constater que ces organisations, fortes sur le plan opérationnel et individuel, ne le sont pas toujours sur le plan collectif, à un moment où l'ensemble des acteurs se trouve confronté à la rareté et de mise en commun des ressources. C'est l'exemple du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui vient d'adopter un nouveau modèle de financement, basé sur les stratégies nationales. Aussi, un autre défi important se présente aujourd'hui à la société civile pour les années à venir. Celui de placer les communautés les plus touchées au cœur de la logique d'investissement à travers une intégration des services pour renforcer la durabilité de la riposte au VIH.

Ces différents éléments nous interpellent chacun à la réflexion sur les interventions et le renforcement du système communautaire à travers des cadres de concertations pour la mise en œuvre d'actions conjointes et concertées. Ainsi, il est primordiale de renforcer et de redynamiser la plateforme des organisations de la société civile, afin qu'elle demeure l'interlocuteur privilégié pour une meilleure coordination des actions.

« Au cours des prochaines années, IPC/BF a l'intention de prêter une attention particulière aux rapports entre les différents acteurs qui ont porté la lutte à un niveau aussi élevé.

Ainsi, je lance un appel à tous ces vaillants acteurs, pour qu'ensemble, nous puissions construire une société civile forte et indépendante, capable d'agir avec une vision constructive pour la mise en place d'actions pérennes.

Activités

Deuxième édition de l'université d'été à Ouagadougou : l'ONG IPC/BF renforce les capacités de 80 acteurs de la santé publique en matière de financement basé sur la performance

Sous le parrainage de Madame la Représentante Résidente de la Banque Mondiale au Burkina Faso, et le Co parrainage de Monsieur le Ministre de la Santé, l'ONG Initiative Privée et Communautaire contre le Sida au Burkina Faso (IPC/BF) en partenariat avec l'Institut Supérieur des Sciences de la Population (ISSP), a organisé la 2ème édition de l'université d'été du 22 au 26 avril 2014 à Ouagadougou. Placée sous le thème du financement basé sur la performance, la présente édition avait pour but d'initier les participants à cette nouvelle approche de plus en plus développée dans le domaine de la santé.



En effet, la bonne santé est une composante déterminante de tout processus de développement. Au Burkina Faso, la vision du gouvernement en matière de santé se traduit comme étant le meilleur état de santé possible pour l'ensemble de la population. Dans sa politique nationale, soutenue fortement par les acteurs des secteurs public, privé et communautaire, l'Etat met un accent particulier sur la prestation des services de santé. L'ONG IPC/BF, avec 20 ans d'expérience, a inscrit dans ses actions prioritaires le renforcement de capacités de ses organisations partenaires.

IPC/BF entend institutionnaliser et renforcer davantage ses prestations de formation et de renforcement de capacités.

C'est dans ce contexte qu'elle organise, en collaboration avec l'Institut supérieur des sciences de la Population, des universités d'été afin de combler l'insuffisance au niveau national des formations continues pluridisciplinaires. Elle a pour but de fédérer les efforts pour permettre à une large gamme d'acteurs de la santé publique d'échanger et de partager les expériences et les résultats de recherche opérationnelle en ayant le souci de valider et d'étendre ces résultats.

Après une première expérience réussie, sur la bonne gouvernance et la redevabilité, elle se penche sur un autre sujet d'actualité, toujours dans le domaine sanitaire qu'est le Financement basé sur la performance, devenu un élément important de l'aide au développement.

Le choix du thème trouve sa justification dans le fait qu'au Burkina Faso, les dispositifs de santé publique se développent sous l'action conjuguée des acteurs du secteur public et de la société civile (associations, ONG et privés) et des usagers en collaboration avec les législateurs et les élus. Cependant dans le cadre de la mise en œuvre des actions, les besoins des usagers aux services de santé ne sont pas toujours satisfaits parce que les services restent inaccessibles ou de faible qualité.

Selon les facilitateurs, Dr Philippe COMPAORE et Dr Seydou BARRO le financement basé sur la performance est une approche développée de nos jours pour contribuer au renforcement des systèmes de santé. Il a pour but d'améliorer l'accès aux services de qualité qui restent surtout préoccupants pour les services de planification familiale, de la prévention de l'infection à VIH et de la prise en charge des PVVIH. C'est aussi une approche du système de santé, axée sur les résultats, définie comme la quantité et la qualité des services produits et qui inclut les personnes vulnérables. Cela implique que les prestataires sont considérés comme des structures autonomes qui réalisent un bénéfice au profit d'objectifs institutionnels et de leur personnel. Il est également caractérisé par le contrat de performance pour les acteurs de la régulation, les agences de contractualisation et de vérification, les financeurs et le renforcement de la voix de la population. Pendant cinq jours, les participants ont pu se familiariser avec ce nouveau modèle à travers diverses communications, des séances de discussion et des exercices pratiques.

Au sortir de la rencontre, les capacités des participants ont été renforcées et ils sont à même de s'adapter à cette méthode de gestion sur le terrain.

Avant que les rideaux ne tombent sur cette deuxième édition de l'université d'été, l'ensemble des acteurs, plus particulièrement la Représentation de la Banque Mondiale au Burkina Faso, ont témoigné leur satisfecit et ont renouvelé leur disponibilité à accompagner IPC/BF dans sa dynamique de renforcement de capacités. Le rendez-vous a donc été pris pour la 3ème édition qui aura lieu au 3ème trimestre 2014.

Lutte contre l'infection à VIH en milieu de travail : la CNSPE renforce les capacités des acteurs sur les outils et mécanismes de suivi-évaluation



Au Burkina Faso, les actions multiformes initiées par le gouvernement avec le soutien de divers partenaires dans la lutte contre le VIH/sida, ont contribué à la réduction du taux de prévalence de 7,17% en 1997 à 1% de nos jours. Les nouvelles orientations définies dans le cadre stratégique de lutte contre le sida et les IST 2011-2015 ont permis d'identifier cinq (5) secteurs prioritaires d'interventions dont celui du privé et des entreprises.

Le secteur privé en effet, est impliqué dans la riposte nationale depuis 1999 suite à l'adoption par le Burkina Faso de l'approche multisectorielle avec une dizaine d'entreprises. Suite au développement du plaidoyer à l'endroit des employeurs et travailleurs, ce secteur s'est renforcé avec actuellement plus de 90 structures engagées, coordonné par la Coalition Nationale du Secteur Privé et des Entreprises dans la lutte contre le Sida (CNSPE). Dans sa stratégie d'intervention, la CNSPE fait de la formation et du renforcement de capacités un véritable levier pour atteindre ses objectifs.

C'est ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre du Round 10 Fonds Mondial, composante société civile, La CNSPE a organisé du 03 au 05 mai 2014 deux sessions de

formation des acteurs sur les outils et mécanismes de suivi-évaluation.

Regroupant 25 personnes des régions du Centre, du Centre-Est et du Plateau central, cette session s'inscrit dans la dynamique de l'amélioration du niveau de connaissance des acteurs du secteur privé et des entreprises sur la planification, le plaidoyer, la prise en charge communautaire, la supervision et le suivi-évaluation. Pour M. Emile KAMBOU, Coordonnateur de la CNSPE, cette formation rentre dans le cadre de son processus de mobilisation de ressources et constitue un gage de réussite dans la mise en œuvre de la politique sectorielle d'engagement tripartite de lutte contre le VIH/sida et les IST.

Le conseil dépistage en milieu communautaire: le PAMAC renforce les capacités des acteurs des centres de dépistage autonomes avec l'appui technique du CIC-Doc

Dans le cadre de la mise en œuvre du Round 10 du Fonds Mondial, s'est tenu à Ouagadougou du 03 au 07 mars 2014, un atelier de formation sur le conseil dépistage en milieu communautaire. Organisée par le Programme d'Appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC), avec l'appui technique du Centre d'Information, de Conseil et de documentation sur le Sida et la Tuberculose (CIC-DOC), cette formation avait pour but de renforcer les capacités de 22 acteurs issus de 11 Centres de Dépistage Volontaire (CDV) conformément aux normes et directives nationales.

L'amélioration de la couverture nationale en matière de dépistage a été prise en compte lors de l'élaboration de la requête du Fonds Mondial round 10 VIH pour le compte de la société civile dans l'optique d'étendre progressivement la couverture à toutes les régions du Burkina Faso en initiant des formations pour renforcer les capacités des acteurs communautaires.

Développé depuis juillet 2003, le CDV du VIH/Sida est le tout premier programme mis en œuvre par le Programme d'Appui au Monde Associatif et Communautaire (PAMAC). Il permet aux associations d'offrir des services de proximité de conseil et dépistage du VIH adaptés aux besoins spécifiques des populations. C'est l'une des stratégies de prévention du VIH qui a porté des résultats très satisfaisants au plan national. Au Burkina Faso, il contribue à 80% du taux de dépistage du VIH.

Au regard du renouvellement des acteurs des centres de dépistage, de l'ouverture de nouveaux centres de dépistage et de la nécessité de nouvelles compétences liées au contexte, il est indispensable d'accompagner les structures associatives par des activités de formation.

Selon les facilitateurs, Mr Jean Marie TAPSOBA et Mme Ramata DIALLO, cette session de renforcement de capacités a intégré, au-delà des aspects techniques, les volets tels que l'accueil, les conseils et la confidentialité. Les participants quant à eux se sont dits satisfaits de l'acquisition de compétences pédagogiques et prêts à relever les défis de retour dans leurs localités respectives.

Activité

Deuxième revue d'évaluation du projet « Ecoles des maris, écoles des épouses » du Fonds Commun Genre

Sous la présidence de Monsieur Albert ZONGO, Haut-commissaire de la province du Boulgou, s'est tenue le vendredi 8 février, dans la salle de réunion du Haut-Commissariat à Tenkodogo, la deuxième revue du projet « Ecoles des maris, écoles des épouses ». Cette rencontre, deuxième du genre, avait pour objet de dresser le bilan annuel afin de présenter aux différents acteurs les acquis de 2013, et recueillir des recommandations afin d'améliorer la mise en oeuvre des activités pour 2014.



Le 1er acte de la rencontre a été ponctué par un mot du 1er adjoint au maire de la commune de Tenkodogo qui a souhaité la bienvenue à tous les participants et s'est dit fier et honoré d'accueillir ce projet dans sa localité. Ensuite, le Haut-commissaire de la province du Boulgou a lancé le début des travaux qu'il a présidé de bout en bout. Tout en réitérant ses remerciements pour le travail déjà abattu en un an d'existence, il a confirmé sa disponibilité à accompagner la mise en oeuvre du projet, pour le bonheur et l'épanouissement des populations. Car selon lui, les efforts de développement commencent nécessairement au sein de la cellule sociale nucléaire, c'est-à-dire la famille. En ces termes a-t-il déclaré « l'amélioration des conditions de vies des populations ne saurait se faire sans un équilibre dans les relations de couple en facilitant la communication entre époux ».

Après avoir passé en revue les objectifs, les stratégies d'intervention, les différentes étapes de mise en place du projet, le bilan à mi-parcours, objet de la rencontre, a été présenté par Mme Hedwige NIKIEMA, chargée du projet au sein de IPC/BF. Ce bilan a fait ressortir un taux d'exécution physique et financier de 83% sur la planification de la première année.

En plus de l'état des lieux des activités programmées, la session a été une tribune de témoignages des bénéficiaires, qui ont marqué leur satisfaction, et qui ont confié les changements enregistrés en terme de dialogue et de concertation dans la gestion quotidienne de leur vie de famille. La revue a connu la participation du Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre à travers la directrice régionale du Centre Est et deux représentants du niveau central, les maires et les préfets de Tenkodogo et de Bissiga, un membre de l'équipe cadre du district sanitaire de Tenkodogo, les infirmiers chef de poste des 4 CSPS de la zone d'intervention, le staff de l'Association pour la Rééducation Fonctionnelle (ARF), des encadreurs et des bénéficiaires.

L'analyse globale qui se dégage de la mise en oeuvre dans les 17 villages, l'appui et l'implication des partenaires ainsi que les témoignages des bénéficiaires laissent voir un changement induit par la réduction des disparités de genre. Les bénéficiaires ont favorablement accueilli la stratégie de changement qui leur a été proposée à travers l'outil « stepping stones ». A l'issue des présentations, les participants ont marqué un intérêt particulier en posant des questions de compréhension, et en louant l'initiative du projet. La structure gestionnaire du Fonds commun genre (FCG), à savoir l'ONG DIAKONIA était représentée par Messieurs Luther YAMEOGO et Christophe ZOURE, respectivement Directeur pays et manager du programme FCG de ladite ONG. Ils se sont dit satisfaits eux aussi du bilan et ont souhaité, d'une part l'élargissement du projet à d'autres provinces du Burkina Faso, et d'autre part sa capitalisation, afin de le valoriser la stratégie sur plan international.

Activité

Le Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) : une réponse participative pour la promotion des droits des Orphelins et enfants vulnérables

A l'instar des autres pays en voie de développement, le Burkina Faso fait face à la problématique des Orphelins et Enfants Vulnérables (OEV), une préoccupation qui mobilise aussi bien les autorités politiques, la société civile que les partenaires au développement.

En 2002, l'analyse nationale de la situation des OEV entreprise par le Ministère en charge de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale a révélé qu'il existait environ 2 100 000 OEV au Burkina Faso. En Aout 2010, ce nombre est passé à 2.861.238, soit une hausse de 36,25%.

De cette étude est ressortie la nécessité de développer plus d'initiatives, afin d'améliorer la réponse nationale et proposer des actions urgentes à mener pour juguler le phénomène des OEV.

C'est ainsi que l'Initiative Privée et Communautaire Contre le Sida au Burkina Faso (IPC/BF), fait de la protection des OEV une priorité dans son élan de protection des populations vulnérables

En 2012, l'IPC/BF dans le cadre de la composante « intervention ciblée » du Programme d'Appui au Secteur de la Santé (PASS) a été retenue pour consolider son programme en faveur des OEV et de leurs familles dans les provinces du Bazèga, du Boulgou, du Ganzourgou et du Kadiogo. L'approche proposée a été de mobiliser et renforcer les capacités des acteurs en matière de prises d'initiatives en apportant un appui technique et financier à vingt (20) Organisations à Base Communautaire (OBC).

En 2013 le projet a soutenu et renforcé les initiatives communautaires à travers les associations. Cela s'est matérialisé par l'octroi de soutiens financier aux parents ou tuteurs des OEV afin de mener des activités génératrices de revenu (AGR), et par la prise en charge alimentaire, scolaire, médicale et psychosociale.

En termes de résultats, on peut retenir les chiffres suivants :

Soutien scolaire 3 535 dont 1 755 garçons et 1 780 filles

Soutien sanitaire, 1 026 dont 379 garçons et 647 filles

Soutien alimentaire et nutritionnel, 609 dont 158 garçons et 451 filles

Soutien psychosocial, 2 597 dont 1 219 garçons et 1 360 filles

Insertion socioprofessionnelle, 44 dont 18 garçons et 26 filles

Soutien socioéconomique, 99 dont 25 hommes et 74 femmes

Des sorties sur le terrain ont permis d'apprécier les changements majeurs opérés.

Les témoignages des bénéficiaires sont éloquentes et présentent l'importance et la pertinence de l'action :



Avant le soutien de l'association, nous avions des difficultés à joindre les deux bouts. Maintenant, nous arrivons à nous en sortir avec chacune une activité génératrice de revenu. En plus de cela, nous avons pris conscience que nous ne sommes pas les seuls à vivre le veuvage. Nous acceptons notre situation avec dignité et nous sortons progressivement de la solitude.



Avant le soutien du projet PASS, je faisais des kilomètres à la recherche du bois que je revendais dans les villages. A mon âge, c'était une activité pénible et risquée. Aujourd'hui, je fabrique du « soumbala » que je vends à domicile et les jours de marché. Sans me fatiguer, je gagne bien ma vie et je soutiens mes deux enfants et ma mère.



Avant le soutien du projet, nous vivions dans des conditions très difficiles. Il nous était très difficile d'avoir une boule de savon pour se laver ou laver nos habits. Maintenant, nous même nous fabriquons du savon pour nos besoins et pour le commerce. Toutes ces formations nous ont épanouies.

Activité

Promouvoir une sexualité responsable des jeunes et adolescent (es) par l'implication des parents : une approche mise en œuvre par l'ONG IPC/BF



Si autrefois, l'éducation sexuelle apparaissait plus dans la gestion et la régulation des politiques natalistes, elle touche aujourd'hui à plusieurs problématiques parmi lesquelles, les infections sexuellement transmissibles, y compris l'infection VIH, le sida, les grossesses précoces et leurs cortèges de maux sociaux. Cette éducation, basée sur la sensibilisation et l'information, vise à faire tomber les barrières sur un sujet toujours considéré par endroit comme tabou, pour un changement de comportement des populations. Au Burkina Faso, la Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents (e) et des Jeunes (SSRAJ) reste caractérisée par (i) la précocité des rapports sexuels (21% des filles et 13% des garçons ont leurs premiers rapports sexuels avant l'âge de 15 ans, (ii) le multi partenariat, (iii) les rapports non protégés (20% de garçons et 40% des filles), (iv) la prostitution juvénile notamment celle clandestine (35% des filles et 5% des garçons de 12-19 ans), etc.

Malgré l'engagement et les efforts consentis par le gouvernement à travers l'intégration des programmes d'éducation sexuelle dans les lycées et collèges et les différents acteurs de la promotion de la sexualité responsable, de nombreux jeunes et adolescents(e) continuent d'être victimes de ces problèmes. Cela témoigne de la nécessité d'une part de redoubler d'efforts afin de briser les barrières pour protéger la jeune génération, qui constitue l'avenir de la nation et d'autre part de réorienter les actions en faisant jouer un rôle primordial aux parents.

Pour ce faire, l'ONG Initiative Privée et Communautaire contre le sida au Burkina Faso (IPC/BF) a initié un projet, dénommé « habilitation des parents à l'éducation sexuelle des adolescents(e) dans les familles.

Débuté en 2012, avec l'appui technique et financier du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), dans le cadre du 7ème programme de la coopération UNFPA Burkina Faso (2011-2015), le projet a pour but de promouvoir l'éducation sexuelle des jeunes et adolescents(e) dans les familles, afin de les amener à adopter des pratiques saines et responsables en matière de sexualité.

Initialement développé dans trois secteurs de la ville de Ouagadougou, deux secteurs de Koupéla et cinq villages de Tenkodogo avec un total de 220 parents et 220 enfants, le projet se poursuit en 2014 dans les mêmes régions, mais avec cette fois 1300 parents et 1300 enfants.

Afin de favoriser la cohésion familiale et renforcer le rôle social de la communauté dans l'éducation des jeunes, le projet, dans sa mise en œuvre fait intervenir les communautés religieuses et les leaders d'associations en tant que points focaux. L'approche consiste dans un premier temps à dispenser divers modules spécifiques aux groupes des parents et ceux des enfants, et dans un second temps d'amener les parents à développer en famille avec les enfants des thématiques portant sur:

- la connaissance de soi (qualités, défauts, développement de l'estime de soi, de la confiance en soi, etc.)
- la différence physique entre le garçon et la fille (organes génitaux internes et externes)
- L'évolution de l'individu (évolution intra utérine et extra utérine)
- l'adolescence (changement physique et psychologique),
- les conséquences d'une sexualité mal gérée,
- les stratégies de prévention et de gestion de situation à risque,
- etc.

A l'issue de cela, les facilitateurs réunissent les deux cibles pour les échanges directs sur l'application, des témoignages à propos des changements opérés aussi bien dans la famille, qu'à l'école.

Selon le Dr Geneviève ONADJA, Coordonnatrice des Programmes de l'ONG IPC/BF, à terme, le projet doit contribuer dans une large mesure à atteindre les indicateurs du produit 8 du 7ème programme et promouvoir des valeurs éducatives et morales et des comportements à moindre risque au niveau des jeunes et adolescents(e). C'est pourquoi il est important d'envisager une couverture nationale dans les phases à venir.

Activité

Rapport de progrès du deuxième semestre 2013 de la mise en oeuvre du projet Fonds Mondial Round10

Indicateurs	Cibles	Résultats T8	% atteinte
Nombre de contacts parmi les TS ayant bénéficié d'au moins une intervention du paquet d'interventions combinées/intégrées de prévention du VIH et des IST	8 300	6 704	81%
Nombre de contacts parmi les détenus ayant bénéficié d'au moins une intervention du paquet d'interventions combinées/intégrées de prévention du VIH et des IST	2 800	4314	154%
Nombre de contacts parmi les HSH ayant bénéficié d'au moins une intervention du paquet d'interventions combinées/intégrées de prévention du VIH et des IST	1 506	1 352	90%
Nombre de préservatifs masculins distribués au niveau communautaire aux personnes cibles	3 450 000	710 384	21%
Nombre de préservatifs féminins distribués au niveau communautaire aux personnes cibles	50 000	35 328	71%
Nombre de personnes conseillées et testées pour le dépistage de l'infection à VIH par les services communautaires et qui connaissent les résultats	252 000	238 578	95%
Nombre et pourcentage de personnes ayant participé aux sessions complètes de STEPPING STONES dans les villages centrés sur la CPN	20 800	13 889	67%
Nombre de personnes vivant avec le VIH bénéficiant d'un appui alimentaire (adultes et enfants)	304	302	99%
Nombre de VAD réalisées au profit des PvVIH	5 663	5 929	105%
Nombre et % d'OBC recevant un appui au fonctionnement rendant leurs rapports dans les délais	225	136	60%
Nombre et pourcentage d'OBC ayant bénéficié de missions de supervision	265	185	70%
Nombre et pourcentage d'entreprises ayant bénéficiées de missions d'appui technique et de supervision dans le cadre de l'élaboration des politiques-programmes de lutte contre le VIH en milieu du travail	24	10	42%

Un nouveau Directeur Exécutif aux commandes à l'Initiative Privée et Communautaire contre le sida au Burkina Faso (IPC/BF)



Depuis le 03 mars 2014, suite à un test organisé en janvier 2014, le Docteur Joseph Aimé BIDIGA est le Directeur Exécutif de IPC/BF.

Agé de 58 ans, marié et père de trois enfants, le Dr BIDIGA a eu un parcours académique remarquable. En 1986, après un doctorat d'Etat en médecine à la faculté des sciences de la santé de l'Université de Ouagadougou, il poursuit les études en 1996 où il obtint une maîtrise en Santé Publique à l'Institut Régional de Santé Publique de Cotonou en République du Bénin. De 1987 à 1995, de 1987 à 1995, après avoir pratiqué la médecine clinique successivement au Centre Hospitalier Universitaire Yalgado Ouédraogo et au Centre médical de Orodara dans le KénéDougou, il devient successivement Directeur Provincial de la santé à Bogandé, dans la province de la Gnagna, puis à Kombissiri, dans la province du Bazèga.

En février 1997, il fait son entrée dans le monde de la lutte contre le VIH/Sida et les IST au Secrétariat Permanent du Conseil National de Lutte contre le Sida et les Infections Sexuellement Transmissibles (SP/CNLS-IST), où il fit 15 ans de service. Successivement, il y gravi les échelons en tant que chargé de programme national des infections sexuellement transmissibles, chef du département chargé du secteur santé. En décembre 2011, il est nommé coordonnateur du programme sectoriel santé de lutte contre le VIH, le Sida et les IST.

Depuis septembre 2012, il occupe le poste de coordonnateur pays du Projet PACTE-VIH avec le FH1360 financé par l'USAID, jusqu'à sa prise de fonction à IPC/BF. Homme d'expérience dans le domaine de la santé et plus particulièrement de la lutte contre le VIH et le Sida, il est aujourd'hui une figure engagée dans l'histoire de la riposte au Burkina Faso. En tant que médecin et activiste dans le social, il porte un regard d'espoir sur l'engagement et la mobilisation communautaire, principale stratégie de IPC/BF pour une riposte efficace au Burkina Faso. Pour cela, il veut porter la vision et les valeurs de IPC/BF et de ses partenaires en donnant de son temps et de son expertise pour contribuer à relever les nombreux défis présents et futurs.

A l'heure du bilan, le Dr BIDIGA espère pouvoir enregistrer des avancées notables avec toute l'équipe, car croyant très fortement aux capacités de l'homme et se disant qu'avec lui, on peut repousser toutes les limites possibles. Le premier contact avec le personnel s'est passé de tout dispositif protocolaire, dans une ambiance familiale, avec une volonté réaffirmée de part et d'autre de pérenniser les acquis et de poursuivre les actions pour une IPC/BF encore plus forte.

Alliance Internationale : un nouveau coordonnateur pour le pôle d'Appui Régional de l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre

Le pôle d'Appui Régional pour l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre a à sa tête depuis le 02 mai 2014, un nouveau

coordonnateur en la personne de M. Dieudonné BASSONON. Pétri d'une riche expérience et averti des questions de développement, les problématiques liées à la lutte contre le VIH/sida et la santé de la reproduction n'ont aucun secret pour lui.

Diplômé de l'école Française des Attaches de Presse et des professionnels de la communication option Marketing management, Dieudonné BASSONON a également un certificat en management et négociation « du Executiv Program » de l'INSEAD (Fontainebleau-France).

Précédemment conseiller Technique Principal du Pôle d'Appui Technique de l'Alliance pour l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre depuis 2009, M. BASSONON a bâti une riche carrière au plan national et international.

Après des fonctions de Journaliste reporter, de chargé de développement et chef publicité, de responsable de la communication et de la promotion marketing de 1993 en 2001, il intègre l'ONG Initiative Privée et Communautaire contre le sida au Burkina Faso en 2001 en tant que Chargé de Programme Senior.

Au Burkina Faso, Dieudonné BASSONON a contribué au renforcement de capacités de plusieurs organisations, participé à la mobilisation des ressources nationales pour la lutte contre le VIH et la santé de la reproduction, la santé maternelle et infantile et contribué à la construction de la plateforme nationale des organisations de la société civile dans le domaine du VIH et la santé en général. Au niveau international, Dieudonné est membre du « Inter Organizations Task Team » (IOTT), un groupe de travail mis en place au niveau mondial par le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Genève) sur les questions de renforcement des systèmes communautaires en lien avec les systèmes de santé. Il a accompagné le développement du Pôle d'Appui Technique Régional (HUB) depuis sa mise en place aux côtés de ses prédécesseurs, Paul André SOME (2008-2010), Ki Abdoulaye (coordonnateur sortant 2011-2013) notamment dans la mise en place et la formation du pool de consultants, le développement des outils et approches types du Hub, et son développement organisationnel et institutionnel. Polyvalent et rompu à la tâche, il est auteur et co-auteur de plusieurs guides, manuels, monographies, outils et supports d'interventions communautaires. Son recrutement à la tête du Pôle d'Appui Technique de l'Alliance pour l'Afrique de l'Ouest, du Nord et du Centre est pour lui non seulement une marque de confiance de la Direction exécutive de IPC/BF et de l'Alliance Internationale, mais aussi une invite à relever plus de défis pour soutenir l'action communautaire contre le sida.



Brèves et annonces

Assises nationales sur le conseil dépistage au Burkina Faso : Quel bilan en 25 ans d'expérience ?

Du 26 au 28 mai 2014, ont eu lieu à Ouagadougou les premières assises nationales sur le Conseil Dépistage Volontaire (CDV). Placées sous le haut patronage de Monsieur le ministre de la santé et sous le parrainage de Madame la représentante résidente de l'OMS, ces assises devaient réfléchir sur le thème suivant : « Quel CDV au Burkina Faso plus d'un quart de siècle après les premières initiatives dans les milieux associatif, communautaire et de soin ». L'objectif était d'identifier les perspectives pour les 05 années à venir, après 25 ans d'expérience.

L'atelier a connu la participation des représentants du ministère de la santé, du Système des Nations Unies au Burkina Faso, ainsi que des ONG et Associations de dépistage. Lors de la cérémonie d'ouverture, le Ministre de la santé a souligné l'impact de la contribution du monde communautaire au regard des résultats engrangés dans l'accès des populations au conseil dépistage du VIH.

Au cours des travaux, six modules ont été développés autour de la problématique du conseil dépistage et des travaux en groupes ont permis de répondre aux questionnements et de formuler les recommandations suivantes :

1. Privilégier l'efficacité des stratégies pour rechercher les personnes à mettre sous traitement
2. Dynamiser le dépistage en milieu de soins.
3. Mettre en place un comité d'assurance qualité pour la labellisation des centres de dépistage

A l'issue des travaux les participants ont proposé la mise en place d'un comité de suivi des travaux des assises.

OFFRE DE BOURSES DE FORMATION

Le Burkina Faso a obtenu du Fonds Mondial une subvention pour la lutte contre le VIH dans le cadre du Round 10. La proposition R 10 du fonds Mondial vise à combler des gaps de la réponse au VIH dans le pays notamment dans le domaine de la formation et du renforcement des capacités des acteurs nationaux sur la période 2012-15. IPC/BF, bénéficiaire principal de la subvention pour la composante société civile a obtenu d'utiliser une partie de ces ressources pour financer des bourses de formations selon les besoins identifiés sur le terrain. IPC/BF encourage donc les candidats remplissant les critères ci-dessous à postuler pour bénéficier d'une bourse dans le cadre de ces formations.

N°	Type de formation	Critères spécifiques selon le type de formation	Critères communs à toutes les formations
01	DIU de Ouagadougou	1) Niveau BAC (minimum) 2) Poste concerné : <ul style="list-style-type: none">➤ Chargé de programme,➤ Chargé de suivi et évaluation	1) Travailler dans une organisation de la société civile (OBC, ONG, Structure associative du secteur privé)
02	Master en ligne en santé publique	1) Niveau BAC+3 (minimum) 2) Poste concerné : <ul style="list-style-type: none">➤ Directeur/coordonnateur➤ Chargé de programme,➤ Chargé de suivi et évaluation	2) Participer à la mise en œuvre du Round 10 VIH Fond Mondial – composante Société Civile
03	Formation professionnelle (en ligne ou de courte durée)	1) Niveau BAC+2 (minimum) 2) Poste concerné : <ul style="list-style-type: none">➤ Chargé de la gestion des finances ou de la comptabilité,➤ Chargé des achats, de la logistique et de la gestion des stocks➤ Chargé de la communication	3) N'avoir jamais bénéficié d'une bourse du Fond Mondial (quel que soit le round) pour une formation

DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature est composé de :

- Une demande manuscrite non timbrée adressée au président du comité de sélection des dossiers, précisant le montant sollicité,
- Une lettre de motivation,
- Un CV de 3 pages maximum avec le nom de trois personnes de référence,
- Une lettre de recommandation du premier responsable de la structure de tutelle,
- La confirmation de l'inscription ou la préinscription à la formation,
- Facture pro-forma

Les dossiers sont reçus au secrétariat de IPC/BF à partir du 07 avril jusqu'au 30 novembre 2014 tous les jours ouvrables de 09h00 à 12h00.

Brèves et annonces

Liste des bénéficiaires des bourses de IPC/BF

DIPLOME INTER UNIVERSITAIRE (DIU)		
N°	NOMS ET PRENOMS	STRUCTURES
01	SINKONDO Yagnounou Isidore	Chargé de Suivi-Evaluation à BURCASO
02	TRAORE Fagnima	Médecin à ALAVI Ouagadougou
03	SOME Sohinté	Médecin à AFAFSI Ouagadougou
04	KOUDOUGOU Edith Wend Yaodé	Psychosocial à AAS Ouagadougou
05	NIKIEMA Christiane épouse OUEDRAOGO	Médecin à ALAVI Ouagadougou
06	KI MATHIEU	Psychosocial à AAS Ouagadougou
07	TOURE K. J. Rodrigue	Chargé de la prévention et de l'accompagnement Psychosocial des HSH à AAS
08	SANKARA N. V. Patricia	Educatrice Sociale à AAS
09	CISSE Hamed Ismael	Chargé de la prévention des HSH à AAS
CONFERENCES INTERNATIONALES		
10	SALOUCOU/ZOUNGRANA Reine Lydia	Directrice Exécutive de IPC/BF à Ouagadougou
11	SAWADOGO Mamadou	Coordonnateur du REGIPIV à Ouagadougou
12	COULBALY/DONESSAOUNE Flore Marie	Chargé de Programme Tuberculose au PAMAC à Ouagadougou
13	DAO Mamadou	Coordonnateur Technique VIH au PAMAC à Ouagadougou
14	NANA/ SANOGO	Chargée de Projet PADS à IPC/BF à Ouagadougou
FORMATIONS PROFESSIONNALISANTES		
15	OUATTARA Issiaka	Comptable à AED Bobo-Dioulasso
16	OUEDRAOGO Tebdoubouaoga Marcel	Coordonnateur des activités à ABE à Ouagadougou
MASTER EN SANTE PUBLIQUE		
17	THOMBIANO/YOUGBARE Cécile	Chargé de Programme à BURCASO
18	ZOURE Noel Régis L.	Chargé de Projet Fonds Mondial Round 10 VIH à IPC/BF à Ouagadougou